

Bercy pour ce moment !

Le 18 octobre 2018, le CTS était convié à un groupe de travail pour évoquer les "outils d'accompagnements RH" mis en œuvre dans le cadre de l'atomisation des services Développement Economique des DIRECCTE. Finalement, le 16 octobre à 20h, les organisations syndicales étaient informées qu'il ne s'agissait plus de discuter des "outils RH" mais de la future organisation des "services économiques régionaux"...

Vitesse et précipitation à la fois...

Depuis la fin du mois d'août et la bombe balancée par Le Maire à propos de la suppression des services Développement Economique des DIRECCTE plus rien... silence radio! Aucune instance consultée, aucune information délivrée aux agents... Annonce ultra brutale, silence anxiogène... Deux mois plus tard, les ministères se réveillent et convient le CTS à un groupe de travail (nous avouons d'ailleurs que la notion de groupe de travail reste assez mystérieuse pour nous, lorsque tout est déjà acté dans des circulaires signées). Au départ, ce groupe de travail était censé discuter des "outils d'accompagnements RH" mis en œuvre dans le cadre de la purge... Curieux quand on sait que la DIRECCTE Bretagne a déjà programmé des entretiens individuels avec les collègues concernés et que la DIRECCTE Normandie a déjà diffusé depuis septembre un PowerPoint détaillant le marronnier habituel de l'accompagnement RH des plans sociaux (cellule psy, entretiens individuels, etc.). Et puis, moins de deux jours avant la date prévue, l'ordre du jour change et devient plus général... Peut-être que l'escroquerie intellectuelle paraissait trop grosse... peut-être pas... Dans tout ça, il est difficile de cerner la part d'amateurisme de la part de cynisme mais une chose est sûre : l'administration ne fait même plus semblant de faire du dialogue social... Elle se contente du formalisme minimal pour "sécuriser juridiquement" son projet!



La charrue avant les BOP...

Car parler d'une nouvelle organisation qui est déjà cadrée par l'administration relève plus du maquillage que du dialogue social. Néanmoins, le silence assourdissant de ces derniers mois a pour conséquence que le moindre mot prononcé par un représentant des ministères devient une info. Les Secrétaires Générales des Ministères des Affaires Sociales et de l'Economie et des Finances, respectivement Madame Sabine FOURCADE et Madame Isabelle BRAUN-LEMAIRE, ont reconnu et déploré un "projet précipité" dont elles attribuent les causes à "une fuite dans la presse" de documents administratifs... Fuite qui aurait conduit le ministre LE MAIRE à faire des annonces très anticipées. En fait, à SUD TAS, notre hypothèse c'est plutôt que LE MAIRE a voulu faire son kéké en annonçant des suppressions de postes et en gonflant ses petits muscles pour BFM TV et que maintenant toutes les administrations rament pour expliquer que tout ça, c'était cohérent depuis le début !

Les Secrétaires Générales passeront l'ensemble de la réunion à jurer que le projet n'est pas motivé par des raisons budgétaires (« *il ne faut pas raisonner par BOP mais par mission* ») mais uniquement par une amélioration de l'effectivité des missions de développement économique (remarquez que le coup de la « *revue des missions* », c'est un coup classique des multinationales avant un PSE pour justifier qu'elles licencient malgré leurs bénéfices). Là encore, à SUD TAS, on a un petit doute... Pourquoi fanfaronner qu'on va supprimer 300 emplois avant même toute communication sur l'objectif de la réforme... D'autant plus que de l'aveu même de la DGE, les Directeurs des DIRECCTE vont à nouveau être consultés sur les missions maintenues pour "approfondir les éléments"... Bref, on ne savait pas encore ce qu'on allait continuer à faire dans les DIRECCTE qu'on savait déjà qu'on ferait disparaître 300 postes!



Le facteur n'est pas passé...

Parmi les maigres infos qui ont filtré de cette réunion, on retient que les Commissaires au Redressement Productif (CRP) font partis des 120 emplois sauvés. Que les fonctions supports affiliées au BOP 134 ne seront pas automatiquement supprimées mais qu'elles connaîtront un "resserrement" (comprendre : elles sauteront dans un deuxième temps, mais d'abord faut qu'on se mette d'accord entre ministères).

Nos deux SG ont reconnu la "précipitation" (mais pas la "brutalité") de ce premier plan social qui inaugure AP 2022 dans les DIRECCTE et se sont engagées à **écrire aux agents et aux directeurs régionaux** (qui, même eux, "sont dans le flou et ils font des réponses trop rapides aux agents", dicit) pour faire de la pé-da-go-gie (le mot qui aujourd'hui insinue que toute résistance ou tout mal être dû aux réorganisations serait lié à l'incompréhension des personnes qui vont se faire massacrer). C'est-à-dire mettre un peu de vaseline dans les rouages... De même, elles ont reconnu qu'il était compliqué de parler d'un sujet sans aucune donnée. Car à ce jour, les organisations syndicales n'ont toujours eu aucun élément chiffré sur les effectifs globaux, régionaux, les missions exercées, etc. Elles se sont donc engagées à leur faire parvenir une fiche "d'impact"... A priori, juste le truc par lequel il aurait fallu commencer. Même la dernière boucherie qu'était la réforme territoriale avait fait le service minimum en matière "d'étude d'impact"... Enfin, après plusieurs demandes syndicales, les SG ont dit qu'elles envisageraient un "étirement" du calendrier... (qui rappelons-le, est censé faire coexister nouveau service et agents en reclassement à compter du 1er janvier prochain).

Le Maire éteint la lumière, les préfets cassent les ampoules!

L'éradication des services développement économique ne semble que le prélude à une boucherie, un véritable dépeçage des DIRECCTE et de leurs Unités Départementales. A mesure que les agents découvrent les déclinaisons régionales d'AP 2022, l'ampleur de la curée se précise. Les préfets ont fait remonter leurs projets respectifs de destruction des services déconcentrés, soumis à approbation de l'exécutif. En Nouvelle-Aquitaine, c'est carrément la suppression de l'Unité Départementale de Dordogne qui a été annoncée aux agents par mail, mercredi avec les services emploi directement rattachés à la préfecture, tout comme certaines missions des DDSCSP et les services d'inspection du travail et CCRF directement rattachés à l'échelon régional de la DIRECCTE. En Meuse et Meurthe-et-Moselle, ce sont les services de l'insertion dans l'emploi qui sortiraient des UD pour aller au DDI. En Bretagne, le préfet avance que les missions MOE seraient gérées par la préfecture. Interpelées sur ces sujets, les SG ont répondu qu'il fallait "*dire aux agents que ce ne sont que des propositions*"... Mais bien sûr, dormez tranquille avec une épée de Damoclès au-dessus de votre lit! Bref, AP 2022 s'apparente de plus en plus à un jeu sinistre dont le but est, pour les préfets et les conseils régionaux, de se défouler en se servant des DIRECCTE comme d'un immense chamboule-tout... Pour les services développement économique, les SG comptent boucler vite fait bien fait leurs obligations en matière de dialogue social en convoquant le CTS en formation CHSM dans les prochaines semaines... Finalement, on se demandait si c'était du cynisme ou de l'amateurisme... ce groupe de travail nous a donné la réponse!

**Le cynisme
nuit gravement
à la santé**